



**Nouvelle
Société**

LE RÉSEAU

Conclusion de la convention par
Jean-Christophe Cambadélis,
ancien premier secrétaire du
parti socialiste :

« Et maintenant » ?

Cher.e.s ami.e.s

La présidentielle m'intéresse.

Oui, la présidentielle m'intéresse. Elle m'intéresse vraiment.

Sous la Ve République, c'est ainsi. Seule l'élection présidentielle peut permettre de changer la France.

C'est le moment où toute la vie politique se concentre. On peut s'alarmer que notre monarchie républicaine fonctionne ainsi, on peut regretter que nous ayons présidentialisé plus encore la République avec l'inversion du calendrier. Mais force est de constater que le destin du pays se joue au deuxième tour de la présidentielle.

La présidentielle qui vient sera redoutable à cause de l'effondrement du clivage droite gauche. Il a libéré le populisme qui rôde autour de notre démocratie.

Le national-populisme du Rassemblement national sera là.

Il est là malgré sa médiocrité et sa xénophobie espérant, cette fois-ci, un rejet d'Emmanuel Macron plus fort que celui de Marine Le Pen. Cela est redoutable...

Derrière cette apparence annoncée se cache une réalité. La crise française se réduit à la crise de la République et à l'obsolescence de l'État jacobin.

La République est assaillie de toutes parts : la désagrégation républicaine est visible chaque jour ; l'acide de l'individualisme consommateur, le tout marché libéral et les communautarismes dissolvent le vivre ensemble.

La désagrégation républicaine est palpable au travers de la coupure entre le peuple et les élites, la fragmentation politique, l'entre-soi et la mise hors-jeu des corps intermédiaires.

La désagrégation républicaine se révèle par son impuissance à juguler durablement les violences de toutes sortes. Cette violence qui s'enkyste dans certains quartiers. Cette violence médiatisée donnant le sentiment de sa proximité et de sa généralisation.

L'État jacobin n'est que l'ombre de lui-même. Impotent, impécunieux, il apparaît impuissant face aux défis de la France.

Et d'abord, devant la désagrégation sociale, une fracture inégalitaire coupe la France en deux entre les premiers de cordées et les premiers de tranchées.

La grande pauvreté, la relégation, le précaire, les salariés pauvres, les exclus, les chômeurs, les sans toit et souvent tout à la fois sont la triste réalité de la République.

Et cette réalité aggravée, c'est 1 million de chômeurs en plus comme conséquence de la pandémie, le quasi-blocage des salaires, la fin des primes pour les cadres la chute vertigineuse du produit intérieur brut.

La France s'est brusquement et globalement appauvrie même si elle reste un pays très riche à un pôle de la société.

Il est une réalité incontournable au-delà de la crise du moment : la désindustrialisation. L'industrie en trente ans a considérablement régressé. C'est un déficit de richesses pour la France mais ce fût un choc pour la densité sociale du salariat ouvrier. Et ce n'est pas sans effet culturel dans notre pays.

La réalité de la précarité et le sentiment de la fragilité du lendemain créent un climat social incertain entre colère et atonie.

En-bas on ne veut plus, on ne peut plus vivre comme auparavant. C'est ce que disent les gilets jaunes mais surtout la grève civique de l'abstention.

En-haut, on ne sait plus comment faire. Les recettes libérales, la dérégulation sociale, la mise en cause de l'État social ne sont plus praticables. Les politiques d'ajustement structurel néolibérales avaient besoin du débat sur les déficits pour s'imposer.

Ce n'est plus le cas. La covid-19 et ses conséquences sont passées par là.

En-bas on ne veut plus et en-haut on ne peut plus. Alors la France bout.

Ces conjonctures de désordre sont dans notre pays propices aux grandes crises ou aux solutions bonapartistes.

Ce moment où l'on cherche un sabre pour se protéger quitte à ce qu'il ne soit pas républicain.

Le climat n'est donc pas populaire mais populiste.

Écoutez les succès médiatiques de ceux qui s'émancipent des valeurs républicaines.

Regardez la nature des débats où l'invective prend la place des échanges rationnels.

Observez sondages après sondages la montée de l'interrogation sur la démocratie.

Remarquez le succès du complotisme ou les thèses sur l'État profond.

Mais surtout, entendez la montée de ceux qui plaident pour des France incompatibles irréconciliables : la xénophobie, la haine de l'autre habitant les réflexions ; les discours antiracistes qui évoquent le racisme d'État pendant que resurgit l'antisémitisme.

Ce sont les symptômes d'une société malade et d'une République affaiblie.

Ils nous indiquent que nous allons au choc. Et l'enjeu c'est la République.

Cher.e.s ami.e.s,

Et C'est ici à Belleville, que je vous en parle. Belleville, souvenez-vous 1869, à quelques pas, là au carrefour de cette rue, Gambetta endosse le programme de Belleville qui sera le programme des républicains des futurs radicaux puis des socialistes. Le grand orateur républicain plaide pour la séparation de l'Église et de l'État, l'impôt sur le revenu, pour l'abrogation de la sureté générale, pour l'instruction laïque gratuite et obligatoire, pour la réforme économique qui s'empare de la question sociale etc.

Il balise ainsi la conquête républicaine. Ce fut un discours fondateur dans un pays à la croisée des chemins.

Permettez-moi de vous dire modestement que l'ensemble des tribunes et propositions sources d'un travail depuis 2 ans et présentées ce jour, malgré les conditions sanitaires qui nous ont contraints. Ces propositions sont l'ébauche d'un nouveau programme de Belleville.

Je veux remercier toutes celles et tous ceux qui ont contribué à ce travail l'ont restitué aujourd'hui ainsi que Laurent Dutheil qui l'a coordonné. J'en profite pour remercier Sébastien, Rita, Ronan, Patrice, Nicolas, Michel et Isabelle pour la réussite de cette journée. Je fais un signe amical à tous ceux qui nous suivent sur le Facebook live.

Cher.e.s ami.e.s,

Je voudrais vous dire que je souhaite mettre mes pas dans ceux de Gambetta et renouer ainsi avec Jaurès, Blum, Mitterrand, Mendès, Jospin ou Rocard sur le chemin de la République.

Tous socialistes mais tous républicains car la France ce n'est pas un ADN. La France c'est la République. Et la France sans la République ce n'est plus la France.

Aujourd'hui, ici et maintenant à nouveau, la question républicaine devient la question qui concentre toutes les autres.

Il est temps de refonder un courant de la raison, de s'opposer à l'hystérisation du débat politique, aux exclusions et anathèmes justifiés par un simple et prétentieux « c'est la vérité parce que je le pense ».

Cher.e.s ami.e.s,

Il est plus que temps de sauver l'esprit républicain en actualisant son discours pour les Français d'aujourd'hui dans la France d'aujourd'hui.

Nous voulons une République moderne, seul moyen de sauver la République.

C'est une condition nécessaire pour s'attaquer aux défis et aux urgences devant nous. Et ils sont nombreux : climatique, économique, industriel, sociaux, européen, géopolitique, migratoire ou tout simplement de sécurité.

Mais on ne pourra les résoudre avec une République fiévreuse tremblante et impuissante. Depuis 1958, la République jacobine a fusionné avec l'État gaulliste.

La tâche fixée par le Général de Gaulle à cette centralisation absolue de l'État était la décolonisation, la réorganisation française sur un nouvel axe européen et la planification d'une France entrant dans les Trente glorieuses.

Cet ordre du jour est depuis longtemps épuisé et les données des défis ont changé.

Par un étrange paradoxe, la centralisation de l'État qui prétendait conjurer l'impuissance en mettant fin au régime des partis est devenu le régime de l'impuissance de l'État et de sa centralisation.

Le macronisme jupitérien est en fait le stade ultime de cette centralisation de l'État à l'époque de sa dégénérescence.

Quel contresens celui qui se présentait, avec talent, comme le révolutionnaire du pays ! Le visionnaire du nouveau monde est devenu le régent agacé du conservatisme impuissant.

Cher.e.s ami.e.s,

A l'évidence l'État est là. Mais il a perdu sa force propulsive, inventive et efficace. Administré par une nouvelle aristocratie d'État, il s'est sclérosé, enkysté, nécrosé.

Sans être excessivement critique, la gestion de la Covid-19 n'en est-elle pas l'expression ?

Sarkozy, Hollande, Macron ont un point commun. Chacun, à sa manière, a critiqué et dénoncé le temps nécessaire pour voir les décisions s'appliquer. L'énergie déployée en pure perte pour des mesures disparaissant dans des méandres bureaucratiques.

On évoquait hier l'efficacité de l'État jacobin. On évoque aujourd'hui sa lourdeur.

Je vous le dis :

- **il faut libérer la République de la Vème République ;**
- **il faut libérer l'esprit républicain du jacobinisme étroit ;**
- **il faut libérer les Français de la tutelle anesthésiante d'un État carcan et impuissant.**

La France regorge en régions d'imagination et d'envie d'entreprendre.

Il faut insuffler du girondisme dans la République.

Pour la sauver, il faut construire un nouveau compromis historique entre l'État et les collectivités locales.

Il faut combiner le besoin d'égalité auquel répond l'État et la nécessité de liberté à laquelle correspond la décentralisation.

C'est ce nouvel équilibre qui fondera une République moderne.

Et celle-ci doit s'articuler sur des principes clairs :

L'Égalité réelle, la liberté ordonnée, la fraternité laïque.

Nous allons proposer dans le débat à gauche cette devise républicaine revisitée. Chaque terme a son importance. La désagrégation républicaine commence par la rupture de l'égalité.

Vous vous souvenez de la formule de Seyes sur l'ancien régime : « un agrégat de peuples désunis ».

Eh bien, nous y sommes.

Le premier cercle de fer qui tient les Français ensemble c'est l'Égalité.

Elle doit être réelle et non formelle comme aujourd'hui. La lutte contre la fracture inégalitaire est le principe premier. Il est aujourd'hui mis de côté au nom de la main invisible du marché, de l'économisme, de la technocratie.

Pour s'attaquer aux inégalités, il faut concentrer les moyens là où les inégalités se concentrent.

Voilà pourquoi il faut du sur-mesure non du prêt-à-porter.

Une France décentralisée. Un parlement libéré. Une industrie restaurée. C'est notre première exigence : la décentralisation pour attaquer les inégalités à la racine ; un parlement retrouvant sa souveraineté par la fin de l'article 40 sur le budget (cet article qui fait de Bercy le maître budgétaire) ; une industrie écolo-numérique mettant l'industrie devant la finance.

Voilà la clé de voûte de la modernisation républicaine.

La liberté est redevenue dans le même temps un enjeu. Il y a bien longtemps que la gauche n'évoque plus la liberté.

Cette liberté, fière devise sur le fronton de nos écoles et de nos mairies. Elle est aujourd'hui mise en cause par le règne des algorithmes ou le monopole des plateformes qui modèle les pensées comme nous l'avons vu avec Cambridge Analytica à l'occasion de l'élection du président Donald Trump.

Ce monopole est dans les mains d'entreprises plus puissantes que les États ou des États entreprises.

Nous ne confondons pas les situations de monopole de fait et les instruments de l'économie immatérielle.

L'économie de l'immatériel est une formidable accélération du progrès humain.

Les républicains ont le progrès et les lumières chevillés au corps.

Les républicains luttent contre les nouveaux conservateurs adeptes d'une société figée dans les inégalités car elles seraient naturelles ou adeptes de la décroissance. Pour eux, le progrès serait par nature attentatoire au climat.

Alors que le progrès technologique est indispensable pour répondre au défi climatique.

Les vrais républicains luttent aussi contre tout ce qui remet en cause les libertés individuelles contre tout ce qui porte atteinte au libre arbitre.

Pour autant, la tyrannie de l'individualisme consommateur opposant l'intérêt individuel à l'intérêt commun ne saurait constituer une société. C'est l'idéal libertaire du marché.

Voilà pourquoi la liberté doit être ordonnée. Tout est une question d'équilibre

Cher.e.s ami.e.s,

Enfin, la fraternité laïque : la laïcité est au cœur de notre contrat social. Elle est la seule garantie du vivre ensemble. Sans laïcité, il n'y a pas de fraternité. C'est le règne des communautés, de l'arbitraire, du délit de blasphème comme dans l'affaire Mila.

Le règne des communautés c'est la guerre des mots puis l'affrontement. Nous n'en sommes pas là.

La France reste une mais elle devient divisible parce que de plus en plus divisée. J'ai depuis longtemps forgé les concepts de patriotisme républicain ou de séparatisme dans la République.

La plume du Président Macron me les a empruntés. Pas de problème. Le propre des idées est de tomber dans le domaine commun. C'est même un hommage silencieux.

Mais ce qui n'est pas acceptable c'est que ces idées soient dénaturées. Le séparatisme est l'apanage de religieux intégristes islamistes qui s'inquiètent de voir la communauté musulmane échapper à la primauté du domaine de la foi. Ils demandent donc aux musulmans de se séparer de la République mais aussi aux identitaires d'extrême-droite qui dénie aux musulmans d'être dans la République.

Le rôle de la République est de combattre les séparatismes et de mettre les Français de confession musulmane ou la majorité laïque issue de la culture musulmane sous sa protection.

C'est la République qui est là encore en cause car elle est l'espace de la fraternité, de la cohabitation pacifique des croyants et des non-croyants.

Ceux qui instrumentalisent les valeurs de la République à des fins discriminatoires ne sont pas de vrais républicains. Ils doivent être combattus.

Quant à ceux qui mettent leur foi dans l'islam au-dessus de la loi, ils doivent l'être tout autant.

Il faut être intransigeant sur la laïcité. L'esprit civique est là.

La fraternité c'est l'école du respect des opinions des croyances. Le respect et l'écoute de l'autre. Le respect n'est rendu possible que parce que la laïcité le permet.

La République du respect est notre destin.

Le patriotisme républicain, ce n'est pas adorer un âge d'or ou l'ADN Français serait pur. Ce n'est pas exclure des Français parce qu'ils ne seraient que des Français de papier. Ce n'est pas la hantise du métissage et la peur de l'hybridation. Ce sont des valeurs et des principes à vocation universelle qui font tenir les Français entre eux et donnent à la France son rayonnement à condition que la France en soit digne.

Ce n'est pas non plus installer un État sécuritaire dans les mots visant une partie de la population pour des raisons religieuses, la réduisant à une ethnie à seule fin électorale.

C'est défendre en acte le principe de la paix sociale par l'égalité et la justice.

Voilà pourquoi la gauche est au cœur de la reconquête républicaine.

Et la reconstitution de la République est le cœur de la refondation de la gauche.

C'est avec la question sociale le principal levier du combat pour reconquérir les couches populaires.

Cher.e.s ami.e.s,

La recomposition de la gauche doit se faire autour d'un axe républicain qui ordonne la question sociale et écologique.

Après avoir travaillé au renouveau idéologique autour de tribunes et des 10 thèses pour une Nouvelle société, le réseau Nouvelle société va travailler au renouveau républicain à travers une plateforme à votre disposition dès aujourd'hui à l'adresse suivante : www.nouvellesociete.fr

Nous allons travailler à un mémorandum pour la République. Nous le présenterons à la gauche pour imposer le renouveau républicain dans le débat de la présidentielle et dans le débat à gauche.

La gauche doit se doter d'un nouveau dessein, d'un nouveau logiciel car le précédent datait de 1971 avec des concepts forgés dans les années 1960.

Nous lui proposons celui de Nouvelle société qui se veut une nouvelle offre. Je cite pour mémoire une société décente et un nouveau progressisme qui serait de défendre l'intégrité humaine. Je vous renvoie à présent à mes 10 thèses pour une Nouvelle société.

C'est l'horizon.

La République c'est l'immédiat.

Cher.e.s ami.e.s,

La bataille de la République commence et la volatilité de la situation politique permet tous les espoirs. Si la République est en crise, les Français sont disponibles.

Si nous traversons un monde incertain et dangereux, il y a toutes les raisons d'espérer. Bien au contraire, la situation est à nouveau ouverte. Tout redevient possible.

Comme le plaide souvent le prix Nobel de la paix et ancien président des États-Unis Barack Obama : « chaque situation, même dramatique, recèle un renouveau ».

Le confinement, l'arrêt de l'économie mondiale a créé une voie d'eau dans le libéralisme dominant. L'humanité a été contrainte de s'interroger sur elle-même. Et confusément mais sûrement, elle s'est mise à chercher solutions et propositions.

Permettez-moi une comparaison, une image : 1968 bouscula l'ordre ancien aux quatre coins de la planète. Ce fut un mouvement joyeux, utopique parfois excessif ou même violent.

Mais il fonda un nouveau progressisme fait d'extension des libertés et de redistribution.

Aujourd'hui, un nouveau monde commence. Car le confinement planétaire a produit un « 68 du confinement » : la même onde de choc sur des thèmes plus sombres, plus angoissants posant la question de la reprise du contrôle par l'humanité de son destin.

Et d'abord de son environnement ! Ce que nous avons fait pour le Covid-19 qui nous a unifiés sur tous les continents doit nous servir d'exemple. Nous devons construire des transitions collectives et des habitudes individuelles pour sauver notre environnement. Dans tous les domaines nous pouvons inventer un nouveau possible.

Ce qui était hier impossible devient aujourd'hui nécessaire. Les contraintes budgétaires ont sauté, même en Allemagne. Les funestes 3% de déficit partis en fumée : santé, police, logement, culture, éducation etc. Les

services essentiels de la Nation ne sont plus des servitudes même pour les ultralibéraux. On s'est remis à penser et à espérer.

C'est la principale raison pour laquelle nous voulons le retour de la gauche. Car elle est la seule à avoir le pouvoir de combiner dans l'espace public la nécessaire République, l'urgence climatique et l'exigence sociale. Mais la gauche doit se refonder se reformuler pour à nouveau monter sur le ring.

Après 1968, François Mitterrand a été le débouché d'une nouvelle gauche puisant dans l'esprit de mai. Nous devons faire de même avec les défis d'aujourd'hui. La question d'une convergence de tous ceux qui cherchent un nouvel Épinay se trouve posée. Beaucoup de ceux qui sont à l'initiative travaillent pour ce nouveau cours sont venus aujourd'hui. Ce n'est pas un hasard.

Le réseau Nouvelle société va travailler avec patience à cette nouvelle Maison de la gauche

Cher.e.s ami.e.s,

La gauche est devant un paradoxe. Elle est la solution aux crises et elle se prépare à une crise majeure.

Si elle n'est pas unie aux régionales et aux départementales, elle sera déstabilisée dans son élan pour la présidentielle.

Si elle n'est pas renouvelée et unie, elle sera éliminée au premier tour de la présidentielle.

Il faut se mobiliser pour conjurer cet échec, ce désastre. C'est le sens de la pétition que Nouvelle société lance.

Elle souhaite le retour de la gauche et demande aux dirigeants de la gauche de se ressaisir.

Nous le disons avec force sans refondation républicaine, pas de crédibilité, sans union pas de victoire.

Nous voulons faire pression sur les états-majors. Tout en continuant à réfléchir aux solutions pour la France et les Français.

Nous sommes consternés.

Malgré les appels pour le moins sans préalable à l'union du premier secrétaire du Parti socialiste, les écologistes s'en détournent et les insoumis les méprisent.

Les uns professent l'urgence écologique et réduisent celle-ci à l'urgence de dominer symboliquement le Parti socialiste.

Les autres invoquent l'urgence sociale et l'avènement du peuple et se proposent de faire le tri dans le peuple et l'inventaire de ceux qui se réclament du social.

L'enjeu des mois à venir n'est pas que chacun cultive sa petite soupe dans son petit coin sous l'œil amusé de la droite, des macronistes et de l'extrême-droite.

L'enjeu est de bâtir une majorité républicaine sociale et écologique. Et c'est possible, à condition que ni l'écologie, ni le social ne fassent de la radicalité la pierre angulaire de l'unité.

Mais c'est aussi possible car la situation est en train de se décanter.

Le président de la République va se heurter dans sa tentative d'OPA sur la droite à celle-ci.

La deuxième droite Macron ne peut séduire la gauche qui s'en est déjà détachée.

L'équation présidentielle n'est donc pas aussi simple qu'il n'y paraît. D'autant que la lutte contre la Covid-19 est une tenaille redoutable.

La reprise économique a besoin de confiance pour dégeler l'épargne de précaution. Et la précaution contre la Covid-19 désarme la confiance. Pendant que le pays s'abîme dans la réalité des plans sociaux.

On voit mal comment, dans ces conditions, le président pourrait briser le plafond de verre de son impopularité si ce n'est en jouant sur la décomposition de la droite classique et la division de la gauche.

Mais cela serait-il suffisant alors que dans son propre camp Édouard Philippe s'avance à pas de loup pour incarner la relève ?

Rien n'est joué. Rien n'est figé. Tout est ouvert.

« Là où il y a une volonté, il y a un chemin » disait Mitterrand.

Eh bien, j'ai la volonté d'ouvrir un nouveau chemin monsieur le président.

Merci